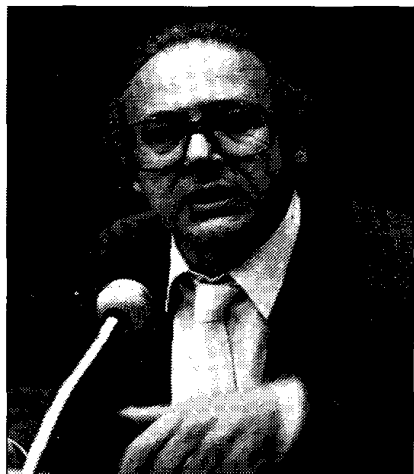


VERS UNE NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

QUELQUES PISTES POUR LA RECHERCHE ET LES LUTTES



Paul Boccara

L'ébranlement marqué par le krach boursier de l'automne 1987 n'est pas terminé. Au-delà de la turbulence consécutive des changes entre les monnaies, il va conduire à une nouvelle récession de la croissance, probablement vers la fin de 1988 ou bien en 1989.

Mais déjà la question se pose, par-delà même cette nouvelle aggravation conjoncturelle de la situation économique, de l'entrée dans une nouvelle phase de la crise de structure qui s'annoncerait dès aujourd'hui. C'est dire l'intérêt d'une analyse rétrospective de la crise de structure. Elle viserait à dégager les caractères communs et les différences entre les phases intermédiaires précédentes, se succédant à l'intérieur du développement de la **longue phase de tendance dépressive** (du cycle de longue période) qui correspond à la crise de structure.

Cela permettrait sans doute d'anticiper de façon prospective, c'est-à-dire par des prévisions de tendance, mais aussi de stratégies et des propositions d'interventions, les caractères de la nouvelle phase intermédiaire qui semble s'annoncer comme plus originale. La maturation des contradictions à dépasser va progresser dans cette nouvelle phase, à travers les tentatives renouvelées d'issue des groupes capitalistes dominants et les blocages ou perversions internes de ces tentatives aiguissant les antagonismes tout en développant les possibilités des dépassements. La prise de conscience de cette maturation des enjeux structurels concrets, dans cette nouvelle phase, peut contribuer à éclairer les conditions d'une issue progressive par des rassemblements de lutte très larges et des ruptures structurelles.

Il s'agit ici seulement de quelques hypothèses théoriques, pour développer une recherche collective et le débat national et international sur ces questions, qui pourraient s'exprimer dans un Colloque de la revue *Issues* en octobre 1988. Bien sûr, cela peut aussi contribuer immédiatement à des essais de prises de positions nouvelles dans les luttes sociales et politiques, elles-mêmes incitatrices d'éclaircissements théoriques, par exemple sur la question de l'Europe et de la domination de la RFA dans la campagne des présidentielles.

Je traiterai le problème en trois parties :

- les caractères communs des phases intermédiaires successives du développement de la crise de structure ;
- les distinctions entre les différentes phases intermédiaires précédentes ;
- les caractères originaux de la nouvelle phase qui s'annonce.

I. — Caractères communs des phases intermédiaires successives de la crise de structure

On peut distinguer, par hypothèse, et pour simplifier, deux ensembles de caractères communs, correspondant aux processus interdépendants en cours à travers la longue phase de tendance aux difficultés de la crise de structure.

① Croissance contre l'emploi et ventes de produits contre des créances accumulées

La longue phase de tendance aux difficultés en cours du cycle de longue période, résulte comme on le sait de la suraccumulation profonde et durable des capitaux (excès d'accumulation et excès d'exploitation durables) à la fin de la longue phase de tendance ascendante (1). C'est cette suraccumulation qui a déclenché les difficultés durables de la rentabilité des capitaux et les cercles vicieux des efforts nouveaux de relèvement individuel de cette rentabilité dans la production tendant encore à déprimer la rentabilité globale.

Il s'agit tout particulièrement des efforts pour remplacer de façon accélérée des travailleurs par des machines, afin de diminuer les salaires dans la valeur ajoutée en prix et de relever le profit, outre les pressions nouvelles sur la consommation des salariés employés. Ces efforts poussent au chômage, en pouvant jouer encore contre l'efficacité en valeur ajoutée de l'accumulation matérielle, et en tendant à freiner aussi la croissance de la production réelle rentable par la réduction relative de la consommation des salariés et donc la limitation des débouchés, d'autant plus que l'investissement réel, comme élément des débouchés est lui-même freiné. On assiste en effet au freinage de l'investissement productif, en liaison notamment avec le relèvement de l'accumulation proprement financière, en or, en titres, en devises.

Cette croissance financière favorisée par des conditions technologiques nouvelles d'économie massive de travail, notamment pour les moyens matériels de productions, ainsi que par les conditions monétaires et financières (rôle du dollar, du soutien public des financements, etc.) développe aujourd'hui de tels cercles vicieux contre l'emploi particulièrement, que nous avons pu parler à son propos de « cancer financier ». Cependant, **cette croissance financière entraîne non seulement un freinage de la croissance réelle, mais des dominations nouvelles** à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale.

Dans la longue phase de tendance aux essors soutenus, qui a précédé la longue phase de tendance aux difficultés de la crise de structure, les recettes de la vente des produits réels étaient largement réaccumulées dans la production, pour la faire croître encore, en y augmentant massivement les moyens matériels et l'emploi. En d'autres termes, les produits réels étaient pour l'essentiel vendus contre d'autres marchandises réelles ou pour acheter d'autres marchandises, produites ailleurs, dans chaque pays comme à l'échelle internationale. Ce qui tendait à favoriser une croissance importante et soutenue de la production dans tout le monde capitaliste.

Dans la crise de structure, l'accumulation réelle, la production et encore plus l'emploi vont tendre à être freinés, voire détruits ici ou là. On va tendre à vendre de plus en plus des produits contre des titres de créance (représentant des dettes pour les acheteurs), au lieu de les vendre contre d'autres marchandises réutilisées dans la production. Cette accumulation de créances exprime une accumulation financière s'opposant à la croissance réelle et à l'emploi. Mais elle permet aussi des efforts de dominations nouvelles nationales et internationales des créanciers sur les débiteurs, dominations qui vont se développer tout au long de la crise de structure, sous différentes formes.

(1) Les difficultés durables surviennent périodiquement (comme déjà pour la crise de structure de l'entre-deux-guerres) en relation notamment avec les limites de la population travailleuse exploitable, liées aux conditions démographiques et de structure sociale. L'élévation accélérée de la composition organique des capitaux, c'est-à-dire du travail mort accumulé en équipements relativement au travail vivant qui les met en œuvre, vise alors à faire pression sur le travail vivant remplacé pour élever l'exploitation. Mais cela va provoquer les difficultés durables du taux de profit par l'excès profond d'accumulation du travail mort et d'exploitation du travail vivant.

Tout d'abord, les créations monétaires ou les transformations de disponibilités monétaires à court terme pour des investissements à moyen et long terme sont devenues de plus en plus inflationnistes, en liaison avec les insuffisances du taux de profit réel des capitaux pour faire croître les capitaux.

Déjà, le crédit à moyen terme inflationniste pour l'investissement productif, mobilisable ou réescomptable en monnaie, correspondrait moins alors à des achats de moyens matériels investis, contre des ventes d'autres produits, représentant des profits réels.

Avec l'approfondissement de la crise, et les risques de l'endettement des entreprises face aux surproductions, on passera à des contre-tendances **déflationnistes** (qui ne suppriment pas des créations monétaires inflationnistes). Ces tendances nouvelles résultent des remboursements de dettes par les entreprises surendettées (réduisant leur croissance réelle) et de la réduction relative des crédits à l'économie réelle des banques, accompagnée de la hausse des taux d'intérêt dans les années 1980. On assisterait ainsi à une tendance au recul relatif de la création monétaire pour faire des avances à la production réelle future (insuffisante), pour passer à l'inverse à une tendance à des ventes de produits réels existants de plus en plus contre des titres de créances durables, accumulés dans des portefeuilles et aussi placés sur les marchés (2). Sur les marchés boursiers les prix des titres peuvent tendre à monter beaucoup, à l'opposé des autres prix, car ils sont bien plus demandés que ne le sont les marchandises réelles, en attendant les coups de boutoir des krachs.

② Domaines réels d'endettement et limites des endettements

La tendance à des ventes à crédits durables (non remboursés) contre des créances accumulées, va se rapporter à différents domaines réels, simultanément ou successivement attractifs.

Ces domaines concerneraient, toujours par hypothèse, des possibilités différentielles supérieures de création de plus-value, mais aussi de profit supplémentaire en prix et donc de rentabilité réelle, dans le cadre des difficultés générales de la rentabilité dans la production. Cependant, les achats et endettement croissants de ces domaines, finiraient par faire peser des charges d'intérêt et de remboursement (ainsi que des déficits de vente par rapport aux achats) tels qu'ils ne pourraient plus absorber des produits matériels contre la fourniture de titres de créance, de façon suffisante. D'où le redoublement des difficultés générales de la crise de structure et les tentatives pour changer plus ou moins de domaines d'absorption de la croissance financière (et de la vente de produits contre des créances) dans une nouvelle phase intermédiaire de la crise de structure.

A propos de ces divers domaines réels et de leur évolution, on peut distinguer au moins trois vastes ensembles très différenciés.

C'est, en premier lieu, les nouveaux produits et aussi services liés à la révolution technologique informationnelle, dont les caractères évoluent sensiblement durant la longue phase de difficultés.

C'est, en deuxième lieu, les différentes zones géographiques et sociales pouvant favoriser des profits supplémentaires, ou des surprofits liés à divers types de rente ou encore de plus-value extra : comme les pays en voie de développement en 1974-1980, ou de façon très différente les États-Unis en 1980-1987, ou encore d'une autre façon les pays européens dominés par la RFA dans ces mêmes années comme la France. A ce propos, il conviendrait de pouvoir analyser, dans chaque domaine particulier, l'évolution des termes de l'échange et des rapports de productivité, du déficit commercial et de l'endettement, des rapports monétaires, etc.

Le troisième ensemble de domaines concerne le secteur public au sens très large du terme, avec les sous-domaines très différents des entreprises publiques, des dépenses d'armements, des dépenses sociales de développement des hommes (recherche, éducation, santé, urbanisme, etc.). Il renvoie bien sûr à l'endette

(2) Voir déjà en ce sens : P. Boccara, Les cycles longs et la longue phase de difficultés en cours. *Population et finance* (Issues n° 29, décembre 1987, pp. 36-37).

ment public au sens large de l'État, des collectivités territoriales, des entreprises publiques. Il exprime aussi des relations intimes avec les deux autres ensembles de domaines de la révolution technologique informationnelle, et des dominations internationales, régionales et sociales.

Mais au-delà des difficultés des ressources et des endettements, ce troisième ensemble (lié aux deux autres) renvoie à l'antagonisme grandissant de la croissance du capital matériel et financier contre le développement des hommes et des populations dans chaque pays comme dans le monde capitaliste. Cet antagonisme grandissant fait monter les exigences de rassemblements nouveaux et de ruptures pour sortir des cercles vicieux et des déflations finales de la crise de structure, par des transformations représentant des dévalorisations structurelles du capital, tout particulièrement de nouvelles conditions monétaires et de financement.

II. — Éléments sur les trois phases intermédiaires antérieures de la crise de structure

A partir de ces tendances communes, on peut mieux comprendre le contenu de trois phases intermédiaires successives, que l'on peut distinguer à l'intérieur de la longue phase de développement des difficultés et des cercles vicieux. Il s'agit seulement ici de quelques éléments caractéristiques mettant l'accent sur les conditions de la France.

① Le tournant : 1967 à 1973-74

Il s'agit de la phase du tournant du cycle de longue période vers les difficultés durables.

Elle est caractérisée par l'accélération de l'inflation (ou enflure) du crédit et des prix dans tous les pays capitalistes et spécialement dans les pays capitalistes développés. En même temps que le chômage commence légèrement à progresser, **le crédit soutient surtout l'accumulation des nouveaux matériels coûteux** (des débuts de l'automation notamment) qui tendent à remplacer des travailleurs de façon plus rapide, tandis que l'inflation tend à relever les rentabilités en prix nominaux.

Le redoublement des aides publiques plus ou moins inflationnistes à l'accumulation nouvelle des entreprises privées s'accompagne alors en France du **freinage de l'investissement des grandes entreprises nationales** publiques (GEN) (depuis le rapport Nora de 1967), mais aussi du début des tentatives de freinage de la croissance de la **protection sociale** (après les ordonnances de 1967), et enfin de la stimulation gaspilleuse des dépenses de la **force de frappe** nucléaire. On assiste cependant à la montée de la part des dépenses publiques dans le PIB. Aux États-Unis, aux dépenses d'armements nucléaires s'ajoutent celles de la guerre du Viêt-Nam jusqu'en 1973.

En France encore **le déficit commercial vis-à-vis des pays capitalistes les plus développés** (RFA, États-Unis) commence à se creuser, au niveau notamment des équipements en machines. Ce qui va faire pression à la dévaluation du franc, notamment par rapport au Deutsche Mark. Mais aussi les excédents allemands sont déjà utilisés pour acquérir des parts de marchés et des implantations directes en France notamment dans la machine-outil et d'autres équipements industriels.

A l'échelle du monde capitaliste, l'accélération généralisée de l'inflation du crédit et des prix entraîne **la crise du système monétaire et du dollar**. Il s'agit d'abord du double marché de l'or (officiel et privé) de mars 1968, puis à la fin de 1971 de la dévaluation et du décrochement officiel du dollar par rapport à l'or, dont le prix et l'accumulation tendent à s'élever rapidement. Cette phase se termine, avec en février-mars 1973 des taux d'inflation très élevés à 10 % et plus, une deuxième dévaluation du dollar, le dérèglement du système monétaire international et le flottement généralisé des taux de changes des monnaies à l'opposé des parités fixes antérieures, etc.

Le contre-coup de l'inflation accélérée et de la demande grandissante (face aux limites de rendement et de productivité) va finalement entraîner une tendance nouvelle à la **hausse du prix des matières premières et surtout des produits pétroliers** à partir de l'automne 1973. En même temps, tend à progresser le contrôle national des ressources naturelles et de leurs rentes par les États des pays en voie de développement.

La phase se termine vers 1973-1974, par l'aggravation considérable de la suraccumulation des capitaux, une extension brutale du chômage et le freinage désormais sensible de la croissance de la production dans les pays capitalistes développés.

② Deuxième phase intermédiaire : 1974 à 1979-80

Le crédit durable et l'accumulation de créances vont considérablement progresser, avec le ralentissement de la croissance des pays développés, pour **soutenir les exportations de marchandises surtout vers les pays dits en voie de développement**, à des prix élevés et à des conditions de crédit coûteuses.

En effet, la tendance nouvelle aux relèvements des prix des matières premières et surtout des produits pétroliers, ainsi que les besoins d'équipement de certaines potentialités de productions rentières (3) de matières, les disponibilités considérables de main-d'œuvre à bon marché, tout cela attire le crédit commercial nouveau, facilité d'ailleurs, en France notamment, par les aides et garanties publiques à l'exportation (Assurance de la Coface, etc.).

Mais aussi en France, **l'investissement des grandes entreprises publiques (GEN) est stimulé** à l'opposé de la phase précédente, en soutenant l'industrie par les commandes d'équipements spécialisés en liaison avec les substitutions et transformations technologiques pour l'énergie nucléaire, les télécoms, l'aérospatiale. Les dépenses de la protection sociale vont croître très rapidement surtout pour la santé et le chômage.

Les productions et les exportations **d'armements tout particulièrement vers les PVD** progressent, notamment à partir de la France. Cependant que les États-Unis, tout en exportant aussi beaucoup d'armements, connaissent un plafonnement de leurs dépenses militaires de 1973 à 1979, en raison de la fin de la guerre du Viêt-Nam.

Cependant les États-Unis, la RFA et le Japon développent bien davantage que la France leur production d'équipements des entreprises et des ménages. La France tend à reculer gravement dans la machine-outil.

Les États-Unis et le Japon encore plus développent davantage la production d'équipements électroniques, avec **l'explosion de la micro-informatique** et les coûts très abaissés des composants relativement aux effets utiles.

En France, tandis que le déficit vis-à-vis de la RFA se stabilise à un haut niveau, c'est aussi la montée du **déficit commercial vis-à-vis des États-Unis**, par rapport auxquels d'ailleurs l'ensemble de la Communauté Économique Européenne est en déficit important.

Cependant, le crédit international a été soutenu par **l'inflation formidable du dollar, des euro-dollars** (dollars reprêtés plusieurs fois par les banques européennes ou japonaises du centre bancaire de Londres notamment). **et des pétrodollars** (dollars acquis par les pays pétroliers et reprêtés notamment en Europe). Ce qui va déboucher sur une perte de confiance très grave dans le dollar à la fin de cette phase intermédiaire.

Cependant, les grandes entreprises publiques françaises ont été poussées à s'endetter en dollars (notamment pour compenser les crédits commerciaux durables) et les entreprises françaises en général ont développé un endettement excessif (y compris à travers les avances publiques, par exemple à la sidérurgie).

Mais surtout, on aboutit à un **endettement formidable des pays en voie de développement**, entraînant de graves difficultés de paiement d'intérêts et de

(3) Il s'agit de productions (matières, etc.) où les conditions naturelles particulières — souvent écrémées et gaspillées — permettent une productivité supérieure du travail, autorisant ainsi un surprofit sous forme de rente, grâce aux coûts plus bas que la moyenne. Nous ne considérons pas, dans cette note, qui va s'approprier cette rente ni le rôle des conditions spéciales d'exploitation des travailleurs.

remboursement. Cela va réduire massivement leur attraction des exportations des marchandises à crédit, du moins pour la plupart d'entre eux, tandis que s'accumulent les créances douteuses sur eux dans les banques, notamment américaines et françaises.

Cette phase intermédiaire se termine aussi par l'aggravation nouvelle du chômage massif, dans tous les pays capitalistes y compris les pays capitalistes développés.

③ Troisième phase intermédiaire : 1980-81 à 1987-88

Cette troisième phase est en train de s'achever pendant que la suivante s'annonce.

Le financement dissymétrique par exportation de marchandises contre des créances accumulées a encore progressé, en concernant **cette fois en premier lieu les exportations vers les États-Unis**. Ces exportations de marchandises et de capitaux partent de bien des pays dont la France, mais encore plus de la RFA et davantage encore du Japon.

Cette attraction nouvelle d'une grande ampleur résulterait du jeu de plusieurs facteurs. Il s'agit, tout d'abord, en réaction à l'effondrement du dollar du fait de sa démultiplication inflationniste, d'un certain **freinage de la création inflationniste de monnaie-dollar et de la hausse corrélative des taux d'intérêt aux États-Unis**. Cela favorise à la fois l'attraction de capitaux de prêt de tous les pays capitalistes (même des pays en voie de développement) et une remontée spectaculaire du dollar (il faut demander du dollar pour convertir en dollar les sommes que l'on veut prêter aux États-Unis), ce qui renforce encore l'attraction des États-Unis.

Il y a contagion des taux d'intérêt élevés dans le cadre des **tendances nouvelles généralisées à la déflation** de la création monétaire pour la production et à la déflation des prix, en liaison avec l'insuffisance de la demande globale et la contraction de l'emploi dans tout le monde capitaliste. Ce qui tend à relever les taux d'intérêt réels (c'est-à-dire taux nominaux inflation déduite), surtout pour des pays dont la monnaie est attaquée comme la France.

Les achats de Bons du Trésor des États-Unis, comme les achats d'obligations et d'actions de sociétés américaines, etc., favorisent les importations des marchandises aux États-Unis. Cela correspond à la **croissance financière largement extravertie de tous les pays capitalistes** mais aussi au placement en Bons du trésor américains d'une partie des excédents commerciaux de la RFA et du Japon qui se retrouvent en dollars accumulés dans leurs banques centrales.

Cependant d'autres facteurs interviennent pour ces importations de marchandises et de capitaux. Aux États-Unis on assiste, à la fois, à des **efforts de restructurations industrielles et sociales** (nouvelles organisations du travail, etc.) pour dégager de nouvelles conditions de rentabilité, à un **redoublement des dépenses publiques d'armements** (en liaison d'ailleurs avec la montée de la course aux armements nucléaires et de leurs installations en Europe Occidentale), à la stimulation des nouvelles technologies, par les aides publiques à la recherche-développement, y compris avec les gâchis grandissants de la stimulation indirecte par les armements.

Dans les pays en voie de développement, tandis que l'endettement est devenu tout à fait excessif, posant les questions des rééchelonnements et des moratoires, on va assister à des baisses des prix des **matières premières**. Il s'agit en particulier des baisses des prix **des produits pétroliers**, du fait du freinage de la demande, notamment par les économies technologiques et la substitution (du nucléaire), aussi du fait des productions nouvelles (off shore de la Mer du Nord, etc.). Cela va tendre à diminuer considérablement la demande des pays en voie de développement, y compris les pays pétroliers, notamment d'équipements lourds et aussi leur demande d'armements à des pays comme la France et les États-Unis, surtout vers la fin de la phase intermédiaire (voir la chute de commandes d'armements à la France en 85-86). En France, on assiste à une **nouvelle poussée très forte du déficit des échanges des produits manufacturés**, tout particulièrement avec la RFA (avec laquelle le déficit

commercial atteindrait environ 40 milliards de francs en 87), mais aussi secondairement avec le Japon.

En France, malgré le sursaut de 81-82, le taux de croissance des dépenses de protection sociale est considérablement abaissé de 1979 à 1987 (surtout à partir de 84), dans le cadre du ralentissement de toutes les consommations populaires. En France encore, on assiste d'abord à la vague de **nationalisations** après 1981 qui va permettre de consolider les dettes de grandes entreprises privées particulières, puis à leurs exportations de capitaux aux États-Unis, et enfin aux débuts de leur **privatisation** alimentant la croissance financière et les marchés boursiers.

Dans tout le monde capitaliste **la croissance financière semble exploser** surtout vers 1985-1987, avec la spéculation sur les marchés boursiers, les nouveaux titres, y compris les titres publics, les privatisations surtout en Europe Occidentale.

La phase commence à s'achever avec les effondrements boursiers de l'automne 87, la chute du dollar et la nouvelle crise des changes de monnaies. **Le déficit commercial et le déficit budgétaire colossaux des États-Unis ainsi que leur endettement extérieur** (deux fois la dette du Tiers-Monde) pèsent sur le dollar, mais aussi poussent à la réévaluation du DM et du Yen, en posant la question d'autres débouchés. **Le déficit commercial et budgétaire devient aussi grave** dans des pays capitalistes moyens comme la France. Le Japon et la RFA ont des excédents commerciaux considérables et une accumulation de créances formidables notamment sur les États-Unis.

Malgré certaines baisses, liées aux baisses internationales, les taux d'intérêt réels restent très élevés en France et sensiblement plus qu'en RFA du fait de la faiblesse du franc. En francs, de 1967 à 1987 le Deutsche Mark a été presque multiplié par trois (plus de 2,70). Les dépenses de recherche-développement françaises sont moins importantes que celles des pays les plus développés. D'une façon générale, les dévaluations successives du franc ont permis de relever les marges de profit (sur des produits aux prix relevés en francs mais non en monnaie étrangère) **au détriment des salaires et des dépenses pour les facteurs humains de croissance de la production et de la productivité** (salaires de qualification, formation, recherche) dont l'insuffisance est à la base des cercles vicieux des dominations ouest-allemandes ou japonaises. Le chômage s'aggrave encore en France malgré le relèvement considérable des marges de profit des entreprises.

Cette phase intermédiaire va sans doute s'achever de nouveau sur une récession (du fait de l'insuffisance générale des débouchés et de l'efficacité) et une nouvelle aggravation du chômage dans tout le monde capitaliste.

La prochaine fois : **APERÇUS SUR LA NOUVELLE PHASE QUI S'ANNONCE ET PROPOSITIONS.**